BILAN DE MANDAT 2017-2022

DANIÈLE OBONO

Députée LFI 🌾



Habitante du 19e arrondissement, bibliothécaire, j'ai été élue députée pour la première fois en 2017. Pendant 5 ans, avec mon équipe et le groupe de La France insoumise, j'ai combattu sans relâche les politiques antisociales, antidémocratiques et anti-écologiques d'Emmanuel Macron.

Nous avons été le groupe le plus actif, 1er opposant et 1er proposant avec près de 60 000 amendements déposés, plus de 100 propositions de lois et résolutions présentées, 5 contre-budgets produits et 4 commissions d'enquête menées.

Nous étions aux côtés des soignant·es, pompiers, Gilets jaunes, migrant·es, étudiant·es, activistes climatiques, victimes de discriminations et toutes celles et ceux qui luttent pour leur dignité, leurs conditions de vie, travail et étude, l'égalité des droits, la protection de la planète.

Nous nous sommes battu·es avec les habitant·es du 18e et 19e pour des logements décents, sauver l'école publique, l'accès aux droits, faire vivre la solidarité...

Forte de cette expérience, je suis aujourd'hui candidate de la Nouvelle union populaire écologique et sociale pour transformer la formidable dynamique de la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon en victoire parlementaire. Pour mieux vivre, tous et toutes. Pour que viennent les jours heureux et retrouver le goût du bonheur.

RESPONSABILITÉS PARLEMENTAIRES

Membre de la commission des Lois (Constitution, droits, libertés, justice, sécurité, collectivités territoriales...); de la commission des Affaires européennes; de la délégation aux Outre-mer; de l'Assemblée parlementaire franco-allemande

Présidente du groupe d'amitié France-Bangladesh

Vice-présidente du groupe d'étude sur les discriminations LGBTQIA+phobes dans le monde

Secrétaire du groupe d'étude sur les économies insulaires françaises, catastrophes naturelles et politiques publiques de développement

En campagne



Candidate de la **Nouvelle union populaire écologique et sociale** (*Nupes*) aux élections législatives dans la 17e circonscription de Paris.

www.obono2022.fr

contact@obono2022.fr

1 09 61 68 60 35

Ils ont l'argent, on a les gens! Chaque don nous aide à l'organisation d'évènements, à l'impression de tracts, au fonctionnement du site, etc. Nous avons besoin du soutien financier de chacun·e d'entre vous.

Faites un don : https://obono2022.fr/faire-un-don



À L'ASSEMBLÉE



Pires méfaits des macronistes

2017

Moins 16 milliards pour les dépenses publiques, gel du point d'indice des fonctionnaires et des pensions de retraite, hausse de la CSG, suppression de l'ISF

XOrdonnances Pénicaud de casse du droit du travail ; sélection à l'université ; démantèlement de la SNCF

XProrogation de l'état d'urgence antiterroriste puis inscription dans le droit commun ; loi anti-migrant∙es

2018

★Transformation du CICE en baisse de cotisations pour les entreprises; baisse de l'impôt sur les grandes sociétés, niches fiscales (100 milliards d'euros d'exonération); loi Pacte de privatisation

XLa loi Blanquer fragilise le service public de l'éducation et l'accès du plus grand nombre à l'instruction.

XLoi anti-manifestant·es dénoncée par toutes les institutions internationales, constitue un grave recul des droits et libertés démocratiques.

Principales propositions LFI

- ▼Hausse du Smic et des minima sociaux
- ✓ Création de 2 millions d'emplois (transition écologique, services publics, protectionnisme solidaire) ; réforme fiscale plus équitable avec 14 tranches au lieu de 5
- Reconnaissance du burn-out comme maladie professionnelle; mise en place du récepissé de contrôle d'identité; garantir le droit à l'eau

✓Redéveloppement territorial des services publics de proximité ; recrutement de fonctionnaires et titularisation des précaires ; plus aucune fermeture de classes, ni de services et de lits d'hôpitaux

✓Instaurer le référendum d'initiative citoyenne (RIC); interdiction des LBD grenades et techniques d'immobilisation létales

✓Interdiction du glyphosate ; protection contre la malbouffe

En chiffres

183 semaines d'activité

99 questions écrites

30 questions orales

5 rapports

Pires méfaits des macronistes

2019

- ➤ Baisses d'impôts qui n'ont profité qu'aux très riches et austérité des dépenses publiques dans les secteurs essentiels de la santé et de l'éducation
- XTentative de réforme antisociale des retraites empêchée par la mobilisation dans la rue et la bataille des Insoumis∙es à l'Assemblée
- XLoi Avia liberticide qui donne un pouvoir de censure aux plateformes au détriment de la Justice, censurée par le Conseil constitutionnel
- ➤ Etat d'urgence sanitaire qui donne des pouvoirs exorbitants à l'exécutif, restreint les libertés et marchandise les données de santé; des ordonnances qui font régresser les droits sociaux; un soutien financier aux grands groupes sans conditions sociales et environnementales

2020

- XFuite en avant liberticide avec le renouvellement de l'état d'urgence sanitaire ; instauration d'un conseil de défense ; incurie de la gestion de la crise avec recours à des cabinets de conseil incompétents
- XLa loi Climat qui devait reprendre "sans filtre" les 150 propositions de la Convention citoyenne a abandonné les 3∕4 d'entre elles
- XLoi "sécurité globale" : privatisation de la sécurité, surveillance de masse avec la reconnaissance faciale et l'utilisation de drones, militarisation des forces de sécurité intérieure, répression des manifestations...

2021

- XInstauration des pass sanitaire et vaccinal ; stigmatisation des non vacciné·es
- XBudget antisocial et anti-écologique qui finance, par les reculs des services publics, toujours plus de cadeaux fiscaux aux ultra-riches et aux grandes entreprises polluantes ; réforme antisociale de l'assurance-chômage
- XLoi sur le séparatisme qui stigmatise les musulman·es et réduit les libertés associatives

Principales propositions LFI

- ▼Financement de 12 grandes urgences : santé et sécurité, logement, train, accueil des migrant·es, risques naturels, éducation, recherche, énergie, accès à l'eau, lutte contre les violences faites aux femmes, culture et aide au développement
- Retour de l'âge légal de départ à 60 ans à taux plein pour une carrière complète ; reconnaissance étendue de la pénibilité
- Accompagnement des victimes de discriminations, investissement dans les services publics de la police et la justice (formations, personnels...), interopérabilité des plateformes
- ▼11 mesures d'urgence sanitaire et sociale, 1 plan de déconfinement, 1 guide pour les salarié·es, 1 commission d'enquête sur la gestion de la crise, des propositions économiques et écologiques

Fin de l'état d'urgence, planification sanitaire et alternatives au confinement

- Adéquation du programme l'Avenir en commun avec 90% des propositions de la Convention citoyenne sur le climat
- ✓ Parrainages citoyens pour la candidature à l'élection présidentielle ; extension du RSA pour les jeunes de 18 à 25 ans ; établir la garantie d'emploi ; taxer les profiteurs de crise ; interdire les fermes-usines
- ▼Ré-investissement dans la santé et la recherche publique ; recrutement de 100 000 soignant·es et revalorisations salariales ; capteurs de CO2 et purificateurs d'air dans tous les lieux recevant du public ; gratuité des masques FFP2 et auto-tests ; système de roulement dans les transports et les écoles
- ✓ Augmentation du Smic ; blocage des prix de l'énergie et des produits alimentaires de première nécessité
- Abrogation du Concordat ; investissement massif dans le secteur de la psychiatrie et de la santé mentale ; recrutement de magistrates, greffieres, personnels de justice ; augmentation du budget de formation et de prévention du suicide dans la Police nationale

2022

22 253

amendements

4 204

interventions en hémicycle

135

propositions de lois et de résolutions

1205

interventions en commissions

FOCUS



Proposition de résolution pour une bifurcation écologique et sociale

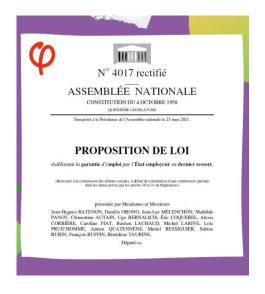
Cette proposition plaide pour la mise en œuvre concrète du principe de règle verte au sommet de la hiérarchie des normes, qui impose de ne pas prélever à la nature plus de ressources renouvelables que ce qu'elle peut reconstituer en un an, ni produire plus, y compris de déchets, que ce qu'elle peut supporter.

Elle invite en outre le Gouvernement à soumettre à l'Assemblée nationale des mesures urgentes qui permettront d'engager une bifurcation écologique concrète pour ré-ouvrir l'horizon des possibles et renouer avec les jours heureux.

Proposition de loi pour une garantie d'emploi

La France compte aujourd'hui 6 millions de demandeurs et demandeuses d'emploi dont 2,9 millions au chômage de longue durée. Ce fléau social qu'est le chômage de masse a des conséquences économiques, psychologiques et sanitaires catastrophiques pour les personnes concernées mais aussi pour toute la société.

Pourtant, le chômage de masse n'est pas une fatalité. C'est le résultat de calculs comptables et de décisions inhumaines. Le travail ne manque pas. Ce sont les emplois qui font défaut. **Alors créons-les!** La proposition de loi LFI, présentée par Danièle Obono le 6 mai 2021 à l'Assemblée nationale lors de la journée parlementaire du groupe LFI, s'inspire de l'expérimentation réussie des "territoires zéro chômeur de longue durée" et propose de l'étendre à tout le pays, dans le cadre d'une stratégie de plein emploi par la bifurcation écologique et solidaire.





Proposition de commission d'enquête sur la politique de la ville

Incapacité à combler les retards en matière d'égalité, menace sur les libertés et crise de confiance entre les acteurs de terrain et les pouvoirs publics: le bilan du quinquennat Macron en matière de politique de la ville est loin de redonner à notre devise républicaine ses lettres de noblesse. Si Emmanuel Macron et son gouvernement ont été particulièrement zélés à poursuivre des politiques socialement injustes et à fermer les yeux sur les nombreuses discriminations subies par les habitant·es des quartiers populaires, ils se sont inscrits dans une histoire marquée par 40 ans de néolibéralisme destructeur des politiques publiques et par une incapacité des gouvernements successifs à affronter de façon structurelle la question des discriminations en France.

Une mise à plat s'impose donc pour en comprendre de manière fine les manquements et les lacunes. La garantie effective des droits de l'ensemble des citoyen·nes est aujourd'hui une urgence et une exigence qui ne peut plus être ignorée si l'on tient sincèrement à notre devise républicaine.

SOUTIEN **AUX LUTTES**

Manifestation à l'appel des cheminot·es, des étudiant∙es et de la fonction publique ▶ (Paris - 22 mars 2018)

▼ Soutien à la grève des femmes de ménage de l'Ibis Batignolles (Paris - 26 juillet 2019)



▼ Manif en soutien au peuple palestinien (Paris - 22 mai 2021)





▼ Marche des libertés (Paris - 28 novembre 2020)



▼ Marche des Fiertés (Paris - 26 juin 2021)



EN DÉPLACEMENT





◆ Visite d'une exploitation d'agri-apiculteur
▲ Délégation LFI à la COP 26 (La Réunion - 17 septembre 2019)

(Glasgow - Novembre 2021)

EN CIRCONSCRIPTION

APERÇU DES INTERVENTIONS

Associations, collectifs, vie de quartier

2017-18

Visites de la "Bonne Tambouille" place Mac Orlan (18e) ; participation aux AG de la salle Saint-Bruno (18e) ; rencontre avec le collectif "Apprendre ensemble" (18e)
Visite du centre Emmaüs (19e); rencontre avec les équipes de France terre d'asile et du Réseau chrétien Immigré⋅es

2018-19

- Rencontres avec les centres sociaux et participation aux fêtes des associations et aux journées portes ouvertes dans les 18e et 19e
- Rencontre avec les équipe de l'association Charonne

2019-20

- Rencontre avec l'équipe du collectif Solidarité Wilson et visite du centre d'accueil Le Cèdre du Secours Catholique, participation aux P'tits dej's solidaires
- Tournoi "Puissance 4" de l'association "Esprit d'ébène (18e) ; réouverture de la salle Saint Bruno (18e) ; maraude avec éducateur trices de l'OPEJ (19e)...
- Rencontres : ADAPT, association pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes handicapées (18e), SOS la Chapelle (18e), comité de sauvegarde de la petite ceinture (19e)

2020-21

- Distribution alimentaire aux étudiant·es de la résidence universitaire rue Pajol (18e) et avec l'association "La Table ouverte" sur la friche Polonceau (18e)
- Rencontre avec les équipes des CAARUD Boutique 18 et Ego et de l'association de prévention du site de la Villette (19e)
- Rencontre avec les résident·es du centre d'hébergement d'urgence "Ephémère" rue de Lorraine (19e)

2021-22

- Rencontres avec les équipes de BIS, numérique d'Espace 19 et de l'association Femmes de la Terre (19e), du 70 boulevard Barbès (18e)
- Visite de l'APSAJ, association de prévention spécialisée ; échange avec le collectif des habitantes engagées dans l'expérimentation "Territoires zéro chômeur de longue durée" (19e)
- Rencontre des commerçant∙es du quartier Secrétan (19e) et des associations d'aide aux personnes âgées à la Goutte d'Or (18e)



▲ Visite de la caserne des pompiers (Paris 19e - 8 janvier 2021)



▲ Distribution alimentaire à la friche Polonceau avec l'association "La Table ouverte" (Paris 18e - 28 avril 2021)

▼ Portes ouvertes de la Salle Saint Bruno (9 janvier 2020)



Services publics

2017-18

- Promotion de l'enseignement professionnel (lycées Edmond Rostand, Guimard)
- Organisation de deux ateliers législatifs pour écrire une proposition de loi sur le droit opposable à l'emploi

2018-19

- Visites d'établissements et de centres de formation (école Ourcq ; collège Mayer, centre de formation E2C...), rencontres avec les collectifs de parents
- Visite de l'hôpital de jour pour enfants La Pomme

2019-20

- Rencontre avec les élèves de l'école Philippe de Girard, Budin et de la Goutte d'Or (18e)
- Courriers au rectorat sur l'organisation de la continuité pédagogique à distance, de la réouverture des écoles et des examens pour les étudiant-es pendant la crise sanitaire

2020-21

 Echanges avec les élèves de la classe de CM1/CM2 de l'école Eva Kotchever (18e)
 Visite de la caserne Bitche des sapeurs-pompiers (19e) et des nouveaux aménagements de la résidence allée d'Andrézieux (18e)

2021-22

- Réunion publique du quartier Eole/Tanger

Soutien aux luttes et mobilisations

2017-18

Parents et enseignant-es mobilisé-es contre les fermetures de classe (collège Mayer, écoles Pajol, Marx-Dormoy, Sadi Carnot...), pour de meilleures conditions d'étude et d'enseignement (école Guadeloupe) ou pour une alimentation saine

2018-19

- Locataires rue Jean Cottin, allée d'Andrézieux (18e); rue d'Aubervilliers (19e)
- Parents, enfants et enseignant es du 18e et 19e contre la réforme Blanquer
- Journée de la pédopsychiatrie en lutte (19e)

2019-20

- Situation des professeur∙es de la Ville de Paris
- Fermetures de classes à l'école maternelle Palestine (19e) et au lycée Rabelais (18e)
- Manque de moyens au collège Méliès (19e)
- Plan social à l'établissement GRETA des métiers de la santé et du social

2020-21

- Rassemblement contre l'expulsion de Fatimate Sangare, élève de CM2 à l'école Fernand Labori, et ses parents (Paris 18e
 8 février 2021)
- Pétition pour le relogement du Théâtre de Verre (19e) et occupation du théâtre de l'Odéon
- Grève des agent-es de la ville de Paris contre la dégradation de leurs conditions de travail

2021-22

- Travailleur·euses de Monoprix, victimes d'un harcèlement judiciaire
- Collectif "Bouge ta pref" contre la dématérialisation des services publics
- Parents d'élèves de l'école Doudeauville contre la fermeture d'une classe (18e)

Interpellations mairies, gouvernements, rectorat, préfectures...

2018-19

- Courriers au rectorat de Paris sur les suppressions de classes : école Palestine (19e), collège Michelet, collège Mayer (18e)
- Alertes sur les mineur·es isolé·es de la Goutte d'Or (Premier ministre), sur l'hébergement des personnes migrantes (ministre de l'Intérieur) et sur un plan de lutte contre la toxicomanie (ministre de la Santé)
- Questions orales à la ministre des Transports pour arrêter le projet néfaste du Charles-de-Gaulle express, et à la ministre de la Cohésion des territoires sur les ateliers socio-linguistiques des centres sociaux, réduits par le gouvernement aux seules personnes primo-arrivantes en France

2019-20

- Courriers à la mairie de Paris et au gouvernement sur la situation du quartier Charles Hermite (18e) et du nord-est parisien; les risques sanitaires et environnementaux des compteurs Linky et de la 5G; la situation des couturier-es du collectif "Bas les masques"
- Courriers à la mairie de Paris sur les agent·es d'Eau de Paris en grève et des alertes d'associations et collectifs d'habitant·es pendant le confinement ; à la présidence de région et au rectorat sur la situation des établissements scolaires
 Question orale au gouvernement sur la politique de la ville et l'abandon des

2020-21

quartiers populaires

- Courriers au recteur de Paris sur le besoin de reconnaissance du statut Réseau d'éducation prioritaire pour l'école Eva Kotchever (18e) ; à la présidente de la région lle de France sur la rénovation du lycée Rabelais (18e) et le maintien des formations paramédicales et sociales
- Courriers à l'Assistance publique hôpitaux de Paris (AP-HP) sur la fusion et la fermeture des hôpitaux Beaujon et Bichat; à la direction générale de Paris Habitat sur les problèmes de nuisibles dans plusieurs logements sociaux de la circonscription

2021-22

- Courrier à l'ARS sur les inégalités vaccinales à Paris et en Île-de-France; à la mairie sur la situation des commerçant-es aux abords des Jardins d'Éole; au gouvernement sur la fermeture des centres des Finances publiques dans le 18e et de deux sites de l'inspection du travail à Paris
- Question orale au ministre de la santé sur la crise du crack dans le 19e; à la ministre déléguée sur l'accès au logement des plus précaires

▼ Commémoration du 8 mai 1945 (Paris 19e - 8 mai 2021)



10 COLLECTES HUMANITAIRES organisées de 2020 à 2022

159
RENCONTRES D'ASSOCIATIONS
ET DE COLLECTIFS

195
COURRIERS D'INTERPELLATION
des exécutifs locaux
et nationaux en soutien
aux habitant·es et associations



- Permanences hebdomadaires en mairie
- Balade mensuelle et tour téléphonique dans un des quartiers de la circonscription
- Stand mensuel sur les marchés de l'Olive (18e) et de Joinville (19e)
- Tous les 6 mois (janvier et juillet) comptes-rendus de mandat

L'ÉQUIPE



Brune Seban cheffe de cabinet (2017-2022)



Hugo Couprie Assistant (2017-2018)



Elodie Andrieux Cheffe de cabinet adjointe (2018-2022)



Yacine Khedim Assistant (2021)



Mathilde Viot



Juriste (2018-2021)



Laurence Meyer Raphael Bonneau Juriste (2021-2022)



Taveb Tounsi sponsable circo (2017-2018)



Anaïs De Saint Martin Raphaëlle Boudard -Ly Van Tu Responsable circo (2020-2021) Responsable ciri (2018-2020)



Emilie Paumard



Responsable circo (2021-2022)



Christophe Masson Responsable réseaux sociaux (2017-2020)



Anis Marzougui (2021)



DU LUNDI AU JEUDI

Travail à l'Assemblée : débats en séances publiques, en commissions, réunions des groupes parlementaires et des différents groupes de travail

DU VENDREDI AU DIMANCHE

Présence en circonscription : permanences, rendez-vous, rencontres, visites, marchés, manifestations, etc.

Calendrier d'une session parlementaire

Une semaine type

de la députée Obono

ORDINAIRE: octobre à juin **EXTRAORDINAIRE**: septembre à juillet-août*

*Cela a été le cas pendant tout le mandat

Agenda a venir (prévisionnel)

ÉTÉ 2022

AUTOMNE 2022

Danièle Obono

Députée

Michel Mongkhoy Suppléant

NOUS ÉCRIRE

Assemblée nationale 126 rue de l'université 75007 Paris

daniele.obono@assemblee-nationale.fr

101 40 63 61 08

NOUS RENCONTRER

En mairie, sur rendez-vous Mardi 14h dans le 18e (1, place Jules Joffrin) Jeudi 10h dans le 19e (5,7 place Armand Carrel)

NOUS TROUVER

e binôme parlementaire

sur internet

www.deputee-obono.fr



@DeputeeObono



@Deputee_Obono



@deputee_obono **Députée Obono**



https://t.me/DeputeeObono